



NIGER



Conférence régionale de Niamey sur la promotion et protection des droits humains dans un contexte d'insécurité : Burkina Faso, Mali et Niger

Du 23 au 24 mai, DCAF a organisé à Niamey une conférence régionale sur les mécanismes de protection des droits humains au Sahel dans un contexte d'insécurité : Burkina-Faso, Mali, Niger. Cette activité visait à sensibiliser et à renforcer les capacités des parties prenantes sur les mécanismes et outils de prévention des droits de l'homme, et à contribuer à l'amélioration de la bonne gouvernance et de l'État de droit, en collaboration avec la Commission nationale des droits de l'homme du Niger (CNDH). La conférence a réuni environ 80 participants dont une vingtaine de femme. Afin de favoriser le partage d'expériences régionales, des délégations du Burkina Faso et du Mali étaient représentées durant les différentes sessions. Pour clôturer la conférence, les participants ont émis des recommandations parmi lesquelles le renforcement de la coopération des CNDH au niveau régional, le renforcement de la gouvernance du secteur des entreprises militaires et de sécurité privée et la sensibilisation des organisations de la société civile et des médias à leur responsabilité sociale dans un contexte d'insécurité.



Formations des OSC sur la gouvernance du secteur de la sécurité et les droits humains à Niamey et Maradi

Du 9 au 11 mai à Maradi et du 18 au 19 mai à Niamey, DCAF a organisé deux formations pour les organisations de la société civile (OSC) sur leur rôle dans la gouvernance du secteur de la sécurité et la promotion, la protection et le respect des droits humains. La formation était basée sur une approche participative et interactive. Les deux formations ont réuni 52 participants au total (dont 16 femmes) qui ont pris part aux discussions de groupe et réalisé des études de cas et exercices pratiques. Les participants ont partagé leurs expériences et échangé sur les défis rencontrés dans leur travail de promotion et de protection des droits humains, en particulier dans la collaboration avec les forces de défense et de sécurité. Suite à ces formations, DCAF continuera d'appuyer les OSC dans le renforcement de leurs capacités et dans le développement d'outils méthodologiques, notamment en matière de renforcement des moyens de contrôle citoyen du secteur de la sécurité et de promotion et de protection des droits humains dans le contexte d'insécurité au Niger.



Appui méthodologique à la réunion annuelle des cadres des Directions Régionales de la Police Nationale à Maradi

"Les défis sécuritaires et le contrôle interne" ont été au cœur des cinq jours de travaux et réflexions intensifs organisés par la Direction de la Sécurité Publique (DSP) en partenariat avec DCAF du 22 au 26 mai. Cette rencontre des directeurs régionaux (DR) et départementaux (DD) de la Police Nationale (PN), organisée pour la première fois à l'intérieur du pays et qui a réuni 35 participants dont une femme, a été une opportunité d'échange et de partage d'expériences sur les défis sécuritaires actuels. Les échanges ont permis aux DRPN et DDPN d'avoir accès au même niveau d'information sur la situation sécuritaire du pays en général et des différentes régions en particulier afin de proposer une solution commune. Une des recommandations qui est ressortie fortement de cette réunion soulignait l'importance de mettre sur pied une police de proximité afin de mieux répondre aux préoccupations de la population.

MALI



Conférence régionale sur la participation citoyenne à la gouvernance et à la co-production de la sécurité

Du 09 au 10 mai, DCAF a organisé une conférence régionale sur « la participation citoyenne à la gouvernance et à la co-production de la sécurité : dynamiques régionales et approches nationales en Afrique de l'Ouest et au Sahel ». Cette conférence avait pour objectif de contribuer à l'identification et à la revue des initiatives de responsabilisation des citoyens dans la gouvernance et la délivrance du service public de la sécurité en Afrique de l'Ouest et au Sahel, faire un état des lieux de la participation citoyenne à la gouvernance et à la co-production de la sécurité, identifier les forces et faiblesses des dispositifs nationaux et diffuser les bonnes pratiques de gouvernance

participative et de sécurité collaborative. Un total de 92 participants dont 26 femmes provenant d'institutions publiques et des organisations de la société civile du Mali, du Burkina Faso, de la Côte d'Ivoire, du Niger et du Sénégal se sont rassemblés pour partager leurs expériences et découvrir les initiatives existantes dans la sous-région. Les participants se sont accordés sur une série de recommandations. Notamment le besoin de se détourner d'une approche uniquement sécuritaire, l'amélioration de la transparence en promouvant la reddition des comptes et la protection des porteurs de voix tels que les médias et une plus grande participation des femmes et des jeunes à la gouvernance de la sécurité.



Dîner-Débat autour de la gouvernance du secteur de la sécurité

En partenariat avec la coopération suisse, DCAF a organisé un dîner-débat sur les « expériences dans le domaine de la gouvernance et de la réforme du secteur de la sécurité au Sahel, à la lumière des défis, des leçons apprises et des opportunités ». Les 66 invités dont 21 femmes ont profité de la présence de panelistes de haut niveau tels que le commissaire à la réforme du secteur de la sécurité (RSS), le directeur général de l'École de Maintien de la Paix (EMP) de Bamako, et la directrice de DCAF. Les participants ont convenu du besoin de restaurer la confiance entre les institutions de défense et de sécurité, la justice et les populations. Les comités consultatifs de sécurité (CCS), qui rassemblent les forces de défense et de sécurité, les représentants politiques et la société civile, sont considérés comme une bonne pratique, qu'il importe de maintenir et renforcer. Parmi les opportunités énumérées, le dîner-débat a fait notamment ressortir l'existence de structures de formation telles que l'EMP, la coopération sous régionale et l'accroissement de l'expertise en matière de gouvernance et réforme du secteur de la sécurité (G/RSS).



Renforcement de capacités des officiers de police judiciaire

En partenariat avec la commission nationale des droits de l'homme (CNDH), DCAF a organisé une formation au profit des Officiers de Police Judiciaire (OPJ) de la police et de la gendarmerie du District de Bamako sur les droits humains et violences basées sur le genre (VBG) du 16 au 18 mai à Bamako. Un total de 40 officiers dont huit femmes étant en charge des VBG dans leur commissariat et brigade ont bénéficié de la formation. L'atelier a permis de renforcer les capacités des OPJ dans la protection des droits humains, la prise en compte des dynamiques de genre dans l'exécution de leurs tâches quotidiennes ainsi que dans la prise en charge adéquate des victimes de VBG. La formation a notamment mis l'accent sur l'interdiction de la torture et des autres peines ou traitements cruels inhumains et dégradants dans le cadre des opérations de police et de la gendarmerie. Durant la partie dédiée aux VBG, la commissaire de police directrice du Centre

BURKINA FASO



Atelier de finalisation du manuel VBG au profit des écoles et centres de formation des forces de défense et de sécurité

A l'été 2022, DCAF a réalisé l'état des lieux de la formation aux violences basées sur le genre (VBG) dans les curricula de formation des écoles des forces de défense et de sécurité (FDS). Par la suite, le comité d'élaboration, soutenu par DCAF, a développé une ébauche du module de formation aux VBG répondant aux manques identifiés. Sur cette base, du 8 au 12 mai 2023 à Koudougou, 35 personnes dont six femmes de différents corps des FDS se sont réunies pour mener un travail de réflexion et rédiger la version finale du manuel. Celui-ci constituera un document de référence incluant tous les éléments sur les violences basées sur le genre et permettra d'outiller les FDS durant leur formation. Les réflexions ont été menées en travail de groupe et ont permis de structurer le document autour de cinq chapitres : le contexte, définition et typologie des violences basées sur le genre ; les principes directeurs de lutte contre les VBG ; le cycle, causes et conséquences des violences basées sur le genre ; le cadre juridique et institutionnel et les bonnes pratiques en matière de prise en charge des VBG. Chaque corps des FDS a contribué au développement du manuel pour permettre une adaptation aux spécificités des différents corps et une mise en pratique adaptée au mandat de chaque acteur.



Formation des acteurs des médias à l'utilisation de la boîte à outils sur le reportage sur le secteur de la sécurité

Un total de 38 personnes dont sept femmes issues du monde des médias ont participé à la formation au reportage sur le secteur de la sécurité à Bobo-Dioulasso du 15 au 17 mai 2023. L'objectif principal de cette formation est l'appropriation et l'assimilation des bonnes pratiques dans le traitement de l'information sur le secteur de la sécurité par les hommes et les femmes des médias. Les journalistes sont tenus d'informer, d'analyser, de remettre en question et d'interpeller,

tout en tenant compte de leur responsabilité sociale particulièrement dans les contextes de conflits. Afin de remplir ce rôle d'utilité publique, les intervenants ont rappelé le devoir d'exactitude et d'impartialité des médias sans quoi la fiabilité de leurs informations sera mise en doute. La formation a été ponctuée par des travaux participatifs conduits par trois communicateurs dont un expert principal, un représentant du Conseil supérieur de la communication et un formateur de l'Institut des sciences de l'information et de la communication. Les participants étaient composés de journalistes professionnels, de blogueurs et d'activistes, qui ont souhaité que d'autres formations soient initiées avec la participation des FDS pour améliorer la collaboration. Ils recommandent également que le reportage sur le secteur de la sécurité soit intégré dans les curricula de formation des journalistes.



Atelier de sensibilisation sur la gestion des ALPC au profit des FDS à Kaya

Du 23 au 24 mai, DCAF en partenariat avec la Commission Nationale de Contrôle des Armes (CNCA), a organisé un atelier réunissant 40 personnes dont huit femmes, issues des forces de défense et de sécurité et des organisations de la société civile. L'atelier visait à promouvoir la gestion sécurisée des armes légères et de petit calibre (ALPC) et des munitions et la lutte contre leur prolifération en informant les acteurs sur le cadre normatif du domaine des armes au Burkina Faso, les outils de gestion et de contrôle, les risques liés à la détention illégale ainsi que leur trafic. Pour ce faire, la CNCA a procédé à un état des lieux des actions menées dans la lutte contre la prolifération des armes en termes de renforcement du cadre juridique, de renforcement des capacités des forces de défense et de sécurité (FDS) et de la réalisation d'infrastructure de sécurisation des armes et des munitions. Cet atelier a également été l'occasion de présenter la stratégie nationale de lutte contre les engins explosifs improvisés et la stratégie Nationale de gestion des Armes et des Munitions.

Et les autres régions du monde ?

Cette newsletter vous informe de toutes les activités de DCAF au Sahel. Pour en apprendre plus sur notre travail dans le reste du monde, [inscrivez-vous à notre newsletter G/RSS Grab & Go.](#)



Suivez-nous sur les réseaux sociaux:



DCAF Le Centre pour la gouvernance du secteur de la sécurité, Genève

Cet email a été envoyé à `{{contact.EMAIL}}`
Vous le recevez car vous êtes inscrit à notre newsletter

[Unsubscribe](#)